

Discours du Premier ministre

Allocution de M. ABE Shinzo, Premier ministre du Japon, lors de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations unies, 24 septembre 2019

Intégralité du texte [EN] : https://japan.kantei.go.jp/98_abe/statement/201909/_00002.html



Monsieur le Président, C'est sous votre présidence que les Nations unies célèbreront le 75^e anniversaire de leur fondation.

Un nouvel Empereur est monté sur le trône impérial du Japon. Le 22 octobre prochain se tiendra une cérémonie au cours de laquelle Sa Majesté l'Empereur en personne annoncera cet événement à une audience nationale et internationale. Des chefs d'État et de gouvernement ainsi que les dirigeants d'environ 200 nations et organisations internationales y assisteront. Il n'existe pas de joie plus grande que celle de recevoir les hommages qui nous sont adressés à l'aube du règne du nouvel Empereur. Pour le peuple japonais, c'est une occasion unique de se pencher à nouveau sur le rôle du Japon dans le monde.

L'époque où une longue période de marasme économique a poussé les Japonais à se replier sur eux-mêmes est maintenant révolue. Des événements historiques se profilent à l'horizon. Ils raviveront la conscience des liens forts qui nous unissent au reste du monde et dirigeront l'attention

des Japonais vers l'extérieur et vers l'avenir : la Coupe du monde de rugby, dont les matchs sont âprement disputés en ce moment même, les Jeux olympiques et paralympiques organisés l'an prochain par Tokyo, ou encore l'Exposition universelle de 2025 qui sera accueillie par Osaka et sa région.

Comprenez que c'est aujourd'hui que se forme une nouvelle génération de Japonais, capable de porter et de soutenir les principes des Nations unies.

Je vous demanderai également de garder à l'esprit la rencontre qui se tiendra au Japon en avril prochain. Le Congrès des Nations unies pour la prévention du crime et la justice pénale, aussi appelé « Congrès », est organisé une fois tous les cinq ans sous l'égide de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, et la ville de Kyoto accueillera sa 14^e édition. Cinquante années se sont écoulées depuis que le Japon a organisé le premier Congrès qui s'est tenu hors de l'Europe, en 1970. Kyoto et ses cerisiers en fleurs sauront accueillir, je le sais, les experts chargés du maintien de l'ordre.

Ce que je viens de rappeler témoigne de la valeur que le Japon accorde à son engagement envers le reste du monde. Il attache une grande importance à l'éducation car son ambition première est de permettre à chaque individu de développer son plein potentiel. La poursuite de cet objectif a toujours constitué et constitue aujourd'hui encore l'essence même de la contribution que le Japon peut offrir au monde.

En mars dernier, Malala Yousafzai était à Tokyo. Elle a déclaré, en me regardant droit dans les yeux : « Pour maîtriser les technologies modernes, il faut au moins douze années d'éducation. Et pourtant, 100 millions de filles n'ont pas accès à cette éducation ». Elle a ajouté que si toutes les filles achevaient leurs études secondaires, leur contribution à l'économie mondiale s'élèverait à 30 000 milliards de dollars américains. J'avais invité Malala avant le sommet du G20 d'Osaka que j'allais présider en juin, avec l'intention de mettre en avant les politiques favorisant l'autonomisation des femmes et des filles.

Si les femmes étaient en mesure d'exploiter tout leur potentiel, le monde n'en rayonnerait que davantage. N'est-ce pas là une évidence ? Au Japon, où le taux d'activité des femmes connaît une augmentation notable, c'est un fait qui s'impose à nous au quotidien.

C'est une grande joie pour moi que le G20 ait pris en compte les revendications de Malala dans la Déclaration des chefs d'État et de gouvernement ainsi qu'un autre document final. Nous nous sommes engagés à « promouvoir une éducation inclusive de qualité pour toutes les filles et les femmes ». Le Japon entend rester en première ligne de ces efforts.

Je voudrais maintenant vous citer l'exemple de la Tanzanie.

À l'époque où j'allais sur mes trente ans, un marathonien tanzanien, Juma Ikangaa, faisait preuve d'une supériorité écrasante à chacune de ses participations au marathon de Tokyo. Après son retour en Tanzanie, son pays natal, M. Ikangaa, qui considère le Japon comme sa seconde patrie, est devenu ambassadeur de bonne volonté en charge des relations publiques auprès du bureau local de la JICA, l'Agence japonaise de coopération internationale. Le Japon y a envoyé en poste la dynamique ITO Miwa. Tous deux ont associé leurs forces, M^{me} Ito récoltant le concours financier de treize entreprises japonaises et M. Ikangaa partant à la recherche des potentielles athlètes olympiques féminines de demain. Leurs efforts ont abouti à l'organisation de la première rencontre athlétique féminine de Tanzanie. C'était en novembre 2017. Un millier d'écolières et de collégiennes vivant dans les environs ont été invitées à assister à cette compétition. Mais elles n'étaient pas là que pour regarder. Elles ont également reçu des documents éducatifs sur la contraception chez les adolescentes. Donner à ces jeunes filles la capacité de les lire était un autre objectif.

Dans la région d'Arusha en Tanzanie, où culmine le sommet du Kilimandjaro à l'est-nord-est et où vivent notamment les Masaï, un collège pour filles nommé « Sakura » a ouvert ses portes en janvier 2016 grâce aux efforts d'un groupe de Japonais. L'école propose exclusivement un hébergement en pensionnat afin d'offrir aux élèves un environnement sécurisé et parfaitement serein. Le nombre d'élèves inscrites ce printemps s'élevait à 162, contre 24 au début. Si le gouvernement japonais soutient financièrement l'établissement, ce sont des ONG japonaises et locales qui s'occupent de son fonctionnement. On y enseigne les matières scientifiques et technologiques, l'ingénierie et les mathématiques (STEM), de même que les méthodes contraceptives pour les adolescentes.

Je connais également un entrepreneur japonais établi au Cambodge qui, de sa propre initiative, travaille à l'amélioration de l'éducation dans le pays. Il y envoie depuis le Japon des enseignants expérimentés en sciences et en mathématiques pour former des jeunes hommes et femmes en passe de devenir

enseignants. Cette initiative porte le nom d'« Enseignants sans frontières ». Je trouve particulièrement réconfortant de voir que des Japonais évoluant dans le secteur privé se consacrent ainsi, de leur propre initiative, sans rechercher la reconnaissance de qui que ce soit et mus uniquement par une motivation intrinsèque, à l'avancement de l'éducation des jeunes et particulièrement des filles en Tanzanie et au Cambodge.

Au cours des trois prochaines années, le gouvernement japonais va offrir une éducation complète à au moins neuf millions d'enfants et de jeunes dans les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie. Nous entendons également développer l'*e-learning* dans les écoles primaires au Sri Lanka, ainsi que l'enseignement des sciences et des mathématiques sur Internet au Rwanda. Je dois néanmoins souligner que ces projets ont été largement inspirés par les efforts de personnes évoluant dans le secteur privé.

Monsieur le Président, pour la septième année consécutive, je me tiens devant vous, en ce lieu, pour mon allocution. Pendant toutes ces années, j'ai toujours insisté sur l'importance de l'émancipation des femmes et des filles et sur la valeur de l'universalité de l'accès aux soins de santé.

Cette année aussi je me suis exprimé sur ces deux sujets au cours d'autres rencontres. Dans le même temps, je tiens à souligner ici que l'essence même de l'engagement international du Japon réside dans l'accent placé sur l'éducation, comme le montrent les exemples de contributions japonaises que je viens de mentionner. Le Japon aspire à être pour ainsi dire un « *foster power* », une puissance qui s'attache à cultiver les capacités humaines.

Pour terminer, je souhaite rappeler que le Japon s'appuiera sur les cadres multilatéraux et le mondialisme pour réduire, entre autres, les inégalités.

Après l'accord de partenariat transpacifique (TPP) et l'accord de partenariat économique entre le Japon et l'Union européenne, c'est au tour du partenariat économique régional global (RCEP) de se rapprocher d'un accord, grâce au rôle moteur du Japon.

L'interconnexion croissante du monde va permettre à un nombre de plus en plus élevé de personnes d'échapper à la pauvreté. J'ai présidé, ces dernières années, le G7 et le G20, ainsi que trois éditions de la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), démontrant à de nombreuses reprises que les cadres multilatéraux jouent précisément ce rôle. Je vous invite à noter que, de ce fait, les termes « infrastructures de qualité » et « espace Indo-Pacifique libre et ouvert » font aujourd'hui partie du vocabulaire de la communauté internationale.

Je vous remercie pour votre attention. ✿